

L'histoire diplomatique et militaire française avec...

PAR CHARLES GIOL

... le Liban

Avril 1946

À la fin du mandat institué par la SDN, les troupes françaises quittent le Liban, indépendant depuis 1943.

Septembre 1981

Assassinat à Beyrouth de Louis Delamare, l'ambassadeur de France au Liban, par un commando de miliciens armés par les services syriens.



PIERRE PERRIN/GAMMA-RAPHO

Septembre 1982-mars 1984

Dans le contexte de la guerre civile déclenchée en 1975, un corps expéditionnaire français intervient au Liban, au sein de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth (MNF), afin de protéger les populations libanaises.

Octobre 1983

58 parachutistes français sont tués à Beyrouth, dans un attentat revendiqué par un groupe affilié au Hezbollah.

1985-1988

Durant cette période, une dizaine de citoyens français, diplomates et jour-

nalistes, sont enlevés et pris en otage par le Hezbollah. Parmi eux, Marcel Carton, Marcel Fontaine, Jean-Paul Kauffmann, Michel Seurat...

Septembre 2004

Aux côtés des États-Unis, la France est à l'origine de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle au retrait des troupes syriennes présentes au Liban.

Août 2020

Après les dramatiques explosions dans le port de Beyrouth qui ont ravagé la ville, Emmanuel Macron se rend au Liban, où il incite les partis politiques à créer un «gouvernement de mission» propre à redresser le pays. Il ne sera pas entendu.

... la Syrie

Avril 1946

Suite à la fin de son mandat, la France quitte la Syrie qui accède à l'indépendance.

Novembre 1956

La Syrie rompt ses relations diplomatiques avec Paris en raison de l'intervention militaire française à Suez. L'ambassade de France à Damas ne rouvrira qu'en 1962.

Novembre 1984

Trois ans seulement après l'assassinat de l'ambassadeur de France au Liban par un commando, armé par les services secrets syriens, François Mitterrand est le premier chef d'État français à se rendre en visite officielle dans le pays, depuis son indépendance.

Juin 2000

Jacques Chirac est le seul chef d'État occidental à assister aux funérailles du président Hafez al-Assad à Damas.



AFP

Décembre 2010

Après un premier voyage en 2008, le président syrien, Bashar al-Assad, se rend à nouveau à Paris pour une visite officielle de deux jours. La France voit dans son régime un pilier, stable et incontournable, de la région.

Novembre 2011

Comme l'ensemble des pays occidentaux, la France rompt ses relations diplomatiques avec le gouvernement de Bashar al-Assad après le déclenchement de la guerre civile syrienne.

Fin 2012

La France commence à fournir des armes aux rebelles syriens.

Août 2013

François Hollande agite la menace d'une intervention militaire contre le régime de Bashar al-Assad, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre sa population. Faute de soutien de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne, il doit reculer.

2015-2022

Au sein de la coalition internationale contre le groupe d'insurgés sunnites, État islamique (EI, appelé aussi Daech), la France effectue des frappes aériennes contre des sites en Syrie, bombardant notamment la ville de Raqqa, « capitale » de l'EI.

Décembre 2024

Après une interruption de deux ans des frappes françaises contre l'EI, des avions de chasse et des drones tricolores ciblent à nouveau des sites du groupe État islamique dans le centre de la Syrie.

... l'Iran



REPORTERS ASSOCIÉS/GAMMA RAPHO

Octobre 1963

Visite officielle en Iran du général de Gaulle, ici à Téhéran avec le chah, Mohammad Reza, au pouvoir de 1941 à 1979. Le président Valéry Giscard d'Estaing s'y rendra aussi en 1976. Ce sera le dernier voyage officiel d'un chef d'État français dans ce pays.

Octobre 1978 - février 1979

Le président Valéry Giscard d'Estaing autorise la venue en France de l'ayatollah Khomeyni, opposant au chah en exil. Il réside en région parisienne, à Neauphe-le-Château, jusqu'à son retour en Iran où il prend la tête de la révolution islamique, qui renverse la dynastie Pahlavi pour fonder une république islamique.

1980-1988

Au cours de la guerre entre l'Iran et l'Irak, la France prend le parti de l'Irak, auquel elle livre des armes en échange de pétrole.

2005-2013

Aucune rencontre entre dirigeants français et iraniens n'a lieu au cours de ces huit années, marquées par l'extension des sanctions internationales contre l'Iran, en réaction à la reprise de son programme nucléaire.

Juillet 2015

La France participe, à Vienne, à la signature de l'accord international sur le nucléaire iranien, qui prévoit la levée progressive des sanctions économiques touchant le pays, en échange de l'arrêt temporaire du programme nucléaire iranien.

... Israël

Mai 1949

La France reconnaît l'État d'Israël, un an après sa création.

Octobre-novembre 1956

La France signe un accord secret avec Israël et la Grande-Bretagne contre l'Égypte, après la nationalisation du canal de Suez par Nasser en juillet 1956. Un corps expéditionnaire français est parachuté autour du canal, rapidement contraint de se retirer sous la pression internationale.

Juin 1967

Quelques jours avant le déclenchement de la guerre des Six-Jours par Israël contre ses voisins arabes, de Gaulle décrète un embargo sur les ventes d'armes françaises à Israël.

Novembre 1967

Cinq mois après la guerre des Six-Jours, de Gaulle critique l'État d'Israël lors d'une conférence de presse, déclarant notamment que les Juifs forment un « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ».



AFP

Octobre 1974

À l'ambassade française de Beyrouth, le ministre français des Affaires étrangères est le premier membre d'un gouvernement occidental à rencontrer officiellement Arafat, chef de l'OLP.

Octobre 1996

Lors d'un voyage officiel en Israël, le président, Jacques Chirac, rabroue le service de sécurité israélien qui l'empêchait de saluer des Palestiniens dans le quartier musulman de Jérusalem. Cela lui vaut une popularité durable dans le monde arabe.



DANIEL SIMON / GAMMA

Février 2000

Lors d'une visite en Cisjordanie, le Premier ministre, Lionel Jospin, est victime de huées et de jets de pierres (photo) de la part d'étudiants palestiniens qui lui reprochent d'avoir qualifié, quelques jours plus tôt, des attaques du Hezbollah de « terroristes ».

Janvier 2025

Le Quai d'Orsay considère « inacceptables » les déplacements forcés de Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie, proposés par Donald Trump.